

Compte rendu

Ouvrage recensé :

La Serre, Françoise de, Leruez, Jacques, Wallace, Hellen (Sous la direction de). *Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, 295 p.

par Michel Houndjahoué

Études internationales, vol. 21, n° 4, 1990, p. 887-889.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702767ar>

DOI: 10.7202/702767ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

façon dont la terreur et la démagogie ont permis de faire accepter progressivement le régime nazi. Il met en évidence le fait que de nombreux Allemands redoutaient le recours à la terreur mais qu'en même temps, cette terreur les rendait admiratifs. Les classes les moins cultivées de la population étaient tout particulièrement réceptives à la propagande fasciste. Presque tous les Allemands – comme c'était du reste le cas un peu partout – étaient sensibles au discours démagogique prônant le succès, c'est-à-dire qu'ils se laissaient influencer par un régime qu'ils croyaient capable de régler les problèmes intérieurs de leur pays. Et par l'apparent pouvoir d'Hitler à concurrencer les grandes puissances étrangères «au nom de l'Allemagne». Cet article étend aux masses le principe de la corruption du pouvoir établi par Lord Acton.

Enfin, je souhaite faire mention de Reinhard Kühnl, qui a rédigé un article remarquable sur l'*Historikerstreit*, à savoir le conflit qu'a engendré la tentative de l'intelligentsia allemande d'accepter l'existence du Troisième Reich. Bien qu'il ne mentionne pas le récent ouvrage de Charles Maier, *The Unmasterable Past: History, Holocaust, and German National Identity* (Harvard University Press, 1988), Kühnl indique que certains Allemands ont été incapables d'assumer les horreurs que dissimule leur passé – c'est pourtant le cas de toutes les nations. Mais les historiens allemands conservateurs tels que Ernst Nolte se sont tellement concentrés sur l'étude des points communs, des similitudes et de la complémentarité de l'histoire allemande avec celle des autres pays que les véritables atrocités commises dans le passé ne sont plus un poids à assumer, et les Allemands n'en parlent que sommairement. Le problème de la responsabilité de la génération actuelle pour les choix faits par ses ancêtres est on ne peut plus présent en Allemagne – ainsi qu'il devrait l'être dans chaque nation. Ce qu'il faut se demander, c'est si les actions passées accomplies «en notre nom»

par notre gouvernement continuent de faire peser sur nous un sentiment de responsabilité individuelle.

Robert MICHAEL

*Professeur d'histoire européenne
Southeastern Massachusetts University*

La SERRE, Françoise de, LERUEZ, Jacques, WALLACE, Helen (Sous la direction de). *Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, 295p.

En dehors de l'entente cordiale et des politiques de rivalités souvent évoquées ici et là, les contributions de cet ouvrage ont surtout mis l'accent sur les analogies comparables qui ont guidé les processus de prise de décision des *policies makers* à Paris et à Londres.

Pierre Hassner et John Roper ont très bien analysé les spécificités convergentes de Paris et de Londres, toujours par rapport à un troisième acteur. Ainsi, «l'un des traits frappants du couple franco-britannique est de ne jamais se retrouver en tête à tête, mais d'être toujours vécu dans une situation triangulaire, parfois avec l'Union soviétique, mais plus souvent avec l'Allemagne ou les États-Unis» p. 21. Les auteurs ont aussi, par ailleurs, bien fait remarquer les rivalités traditionnelles nées précisément de leurs ressemblances.

Quant aux options de Paris et de Londres face aux choix stratégiques dans l'environnement international, notamment par rapport aux États Unis, aux doctrines nucléaires, à la guerre des étoiles ou au désarmement, Philip A. G. Sabin et Marisol Touraine ont souligné les réactions divergentes provoquées

par ces débats publics malgré les similitudes des contraintes. C'est aussi avec justesse que les auteurs ont affirmé que : «Par tradition mais aussi par conviction, la France pratique une politique de visibilité et de revendication, la Grande-Bretagne du pragmatisme et de l'influence. Mais ce décalage dans les styles ne doit pas cacher que par-delà des choix doctrinaux différents, par-delà les pratiques politiques dissemblables, la France et la Grande-Bretagne sont confrontées à des défis de même nature» p. 56.

Même si «la Grande-Bretagne organise sa politique autour de la recherche de l'influence, la France définit la sienne comme le moyen d'affirmer sa puissance» p. 62, il n'en demeure pas moins que Paris et Londres peuvent avoir des attitudes communes face à une question ou à une stratégie. Les deux capitales n'ont-elles pas critiqué le projet américain de guerre des étoiles au nom de leurs propres dissuasions tout en étant disposées à tirer profit de la technologie qui le sous-tend parce que «la France valorise la technologie comme instrument de sa puissance, la Grande-Bretagne comme canal de son influence» p. 69.

Les contrastes entre les prises de position ne sont pas seulement au niveau doctrinal ou stratégique. Des attitudes contrastées se retrouvent aussi au niveau du public des deux pays face à des thèmes comme le pacifisme et l'antimilitarisme dont la Grande-Bretagne a une longue tradition alors qu'en France «l'opposition a le plus souvent donné naissance à des mouvements de résistance armée» p. 78.

Quant à la politique économique extérieure de Paris et de Londres, Jack Hayward et Jacques Leruez ont estimé qu'elles sont influencées par les contrastes entre les cultures des deux pays qui sont entre autres «l'attachement passéiste de la Grande-Bretagne à la domination des forces du marché international et le recours traditionnel de la France à la protection et à l'encouragement

par l'État de l'activité nationale» p. 90. Les auteurs ont surtout concentré leur analyse comparative des deux pays face à un environnement déterminé ou à des institutions comme le GATT ou le FMI. À l'égard du GATT par exemple, ils ont affirmé que «les efforts pour mener une politique commerciale d'ouverture ont été plus rapides et plus délibérés en Grande-Bretagne qu'en France» p. 97.

La comparaison des politiques économiques extérieures a fait ressortir un certain nombre de divergences, mais «la France et la Grande-Bretagne se sont depuis substantiellement rapprochées en pratique sinon par la rhétorique et l'approche intellectuelle. Initialement, c'est la France qui a dû changer le plus» p. 124. La politique économique extérieure de Paris et de Londres reste un instrument par lequel les deux gouvernements ont essayé d'obtenir un soutien international pour leurs politiques nationales, mais aussi pour leur politique extérieure globale. La formulation de cette politique et leurs applications sont très bien analysées dans les deux derniers chapitres.

Ainsi, après avoir passé en revue la formulation ainsi que le processus de prise de décision en politique étrangère dans les deux pays, et surtout le rôle des ministres des Affaires étrangères dans les deux capitales, Michael Clarke et Samy Cohen en viennent à la conclusion que, d'une part, «le processus de prise de décision britannique, en matière de politique étrangère, n'a évolué jusqu'à présent qu'en réaction aux pressions intenses de l'interdépendance du monde occidental auxquelles il a été soumis» p. 260 et d'autre part, «la diplomatie française a perdu de sa liberté d'initiative et de son imagination. Celle-ci s'est investie dans la communication, dans des opérations valorisantes pour l'image de chacun des deux grands protagonistes» p. 274 qui sont le Président et le Premier Ministre.

Les caractéristiques spécifiques des deux pays ont été analysées à travers les éléments

qui les rapprochent et aussi ceux qui les séparent dans le même environnement et dans un environnement différent. Rivalités et coopérations sont deux traits entre autres que l'on retrouve constamment dans l'histoire du couple franco-britannique. En effet, «la France et la Grande-Bretagne partagent non seulement le souvenir commun d'une longue et intense interaction mais aussi les problèmes identiques d'anciennes puissances coloniales» p. 280.

Cet ouvrage est un bon outil pour tous ceux qui s'intéressent à la France et à la Grande-Bretagne, notamment dans l'environnement international.

Michel HOUNDJAHOUÉ

ENA/Cotonou, ENAP/Montréal

SIMSIR, Bilal N. *The Turks of Bulgaria (1878-1985)*. London (England), K. Rustem and Brother, 1988, 356p.

Basé sur une solide documentation historique et juridique, cet ouvrage n'est qu'une publication de propagande. Une série d'indications de fonds et de forme lui enlève une bonne partie de sa crédibilité. Le livre a été imprimé sur les presses de l'*Oxford University Press* mais la maison d'édition se trouve dans la partie de Chypre occupée par les Turcs. Une note sur la couverture indique que l'auteur a fait une brillante carrière diplomatique qui l'a conduit à occuper le poste de chef de la mission de Tirana en Albanie. La même note informe les lecteurs qu'il a publié des textes sur les relations entre les Turcs et les Arméniens. Ce qui suggère que le livre devrait paraphraser une réplique de Topaze de Pagnol : *l'intolérance des autres m'exaspère*. Il oublie que pendant qu'il se plaint – à juste titre – de la persécution des Turcs par les Bulgares, le gouvernement d'Ankara mène une politique similaire

vis-à-vis des Kurdes, contestant leur identité nationale et les appelant des Turcs montagnards.

Il n'en reste pas moins qu'en 1984 le vieux dictateur communiste et stalinien Todor Jovkov a relancé la persécution de la minorité turque avec une méthode originale : la bulgarisation des noms. Les autres formes de persécution étaient pratiquées depuis 1878, date de la sécession de la Bulgarie de l'empire ottoman. Les autorités de Sofia ont procédé successivement ou simultanément à des expulsions, à la fermeture des écoles, à la suppression des journaux, à toutes les mesures classiques en cette matière. Avec deux brèves exceptions, entre 1920-1924 sous le régime d'Alexandre Stamboulski et après 1944 sous le régime de Georgi Dimitroff.

Le premier chapitre donne une vue générale du problème de la minorité turque en Bulgarie. Les trois chapitres suivants examinent avec une grande richesse de détails les problèmes scolaires qui constituent l'essentiel de la politique de dénationalisation poursuivie par les gouvernants de Sofia. Le dernier chapitre fait l'inventaire des documents juridiques concernant le statut de la population turque en Bulgarie ; traités bilatéraux et multilatéraux, conventions sur l'émigration et documents définissant les droits de l'homme.

La plus grande partie du contenu de cette monographie est consacrée aux problèmes d'enseignement : construction et reconstruction des écoles détruites pendant la guerre de 1877, manuels fournis par le gouvernement turc, situation des professeurs et statistiques des élèves. L'auteur a dépouillé la presse de langue turque publiée en Bulgarie et les statistiques de la période 1878-1908, c'est-à-dire la période au cours de laquelle la Bulgarie avait le statut de principauté vassale de l'empire ottoman.